

Le second tour de l'élection au Conseil d'Etat pourrait être très serré et se jouer sur la mobilisation

La participation pourrait être la clé



RAPHAËL BESSON

Politique ▶ Passer d'une certaine assurance à de la «sidération». Ce mot employé par Nuria Gorrite, conseillère d'Etat et candidate socialiste à sa réélection, illustre et résume le cheminement qui a accompagné ce scrutin cantonal. Un ténor du parti à la rose se risquait à un pronostic quelques jours avant le 20 mars. Les cinq femmes devraient passer lors du premier round, jugeait-il. Soit les trois conseillères d'Etat socialistes sortantes, Nuria Gorrite, Rebecca Ruiz et Cesla Amarelle, accompagnées de leur homologue PLR Christelle Luisier et de la conseillère nationale libérale-radicalisée Isabelle Moret. Ensuite, le député vert Vassilis Venizelos, en remplacement de Béatrice Métraux, puis le conseiller national Frédéric Borloz. En clair, une reconduction de la majorité de gauche à 4 contre 3, l'OVNI centriste Valérie Dittli et le conseiller national UDC Michaël Buffat n'ayant guère de chance, à ses yeux.

La sidération, c'est le résultat du 1^{er} tour: une seule élue, Christelle Luisier (75 113 voix), suivie d'Isabelle Moret (70 875) et de Frédéric Borloz (70 610). Puis Nuria Gorrite (70 001) et Rebecca Ruiz (68 817), devant Michaël Buffat (59 693), Valérie Dittli (59 678), Cesla Amarelle (59 105) et Vassilis Venizelos (56 502). Les prévisions et sondages étaient déjoutés et des élections données comme jouées d'avance devenaient tout d'un coup incertaines et palpitantes.

Autant dire que cette fois la prudence est de mise avant dimanche et que rares sont ceux qui se risquent à donner leurs pronostics. Un nouveau son-



Deux blocs se font face dans la course au Conseil d'Etat. Le suspense est à son comble avant le second tour, ce dimanche. KEYSTONE

dage de 24 heures s'y essaie. Il pointe un renversement de majorité avec Valérie Dittli à 46%, devant Cesla Amarelle à 44%. Seraient éliminés Vassilis Venizelos (42%) et Michaël Buffat (39%). Mais de l'avis même du sondeur, «tout est possible, c'est très serré et compliqué».

«Issue incertaine»

Cela dans un contexte où le Grand Conseil penchera toujours à droite. Roberto Di Capua, politologue à l'Université de Lausanne, n'entrevoit pas le même scénario. «L'issue est incertaine, mais si la gauche se mobilise, elle devrait réussir à conserver la majorité. Cette fois-ci, c'est à la droite de se méfier. Tout dépend de la mobilisation du corps électoral» (34,25% contre 40,13% en 2017).

Son collègue René Knüsel renonce à tout pronostic à ce

stade: «Ça pourrait se jouer à peu de voix près. Aucun des deux camps ne part battu pour l'instant. Une mobilisation plus forte, en particulier dans les villes, devrait permettre à la gauche de faire passer ses candidats», estime le professeur honoraire.

«Ça pourrait se jouer à peu de voix près»

René Knüsel

L'enjeu du 10 avril est donc considérable: voir, éventuellement, en cas de victoire de la droite, un canton, grand amateur de compromis dynamique, devenir l'apanage d'un seul bord politique, même si

les Vert/libéraux (11 sièges) joueront un rôle de pivot au Grand Conseil. Avec la droite à l'exécutif, c'est bien un mode de faire de la politique qui serait remis en cause. A l'instar de ces séances parlementaires consacrées au budget où le grand argentinier Pascal Broulis demandait en confiance de voter «tout le budget, rien que le budget», sachant que l'affaire était déjà réglée avec la gauche et que les discussions au plénum ne seraient qu'une formalité, le temps que la gauche radicale dépose ses interventions en principe vouées au classement. Adieu un tel consensus en cas de pouvoir exécutif et législatif monocoloré!

Dernières offres

Avant d'en arriver peut-être à ce basculement de majorité, les alliances s'activent comme

jamais. A gauche, certains sujets ont été mis sous le tapis parce que trop polémiques. Ecole à 360 degrés (école inclusive) et éducation numérique sont placées en attente chez Cesla Amarelle qui garantit un nombre limité d'élèves par classe. Gratuités ciblées dans les transports publics pour Nuria Gorrite, alors que Rebecca Ruiz parle de salaire minimum. En résumé, c'est Noël avant le 25 décembre, pour un PS qui en revient à ses «fondamentaux» centrés sur le social.

A droite, promesse de ne pas toucher aux acquis sociaux est faite, tandis que l'ampleur de la baisse fiscale passe à 200 millions après avoir flirté avec les 300 millions. But: arrondir les angles, ne pas exagérer, se la jouer «bande de potes», le loup UDC étant devenu un agneau, dénonce une gauche furibarde.

Ces promesses de dernière minute changeront-elles la tendance? Au vu de la très faible participation, il paraît évident que l'électorat de gauche a de la réserve. A l'inverse, l'élan de droite semble se fonder sur un ras-le-bol sans doute sous-estimé à gauche.

Un exemple? Le débat au Grand Conseil à propos d'une résolution des Verts demandant de renforcer les alternatives à la voiture en raison de la hausse des carburants liée à la guerre en Ukraine. Le texte a été refusé, rapporte Keystone-ATS. La réaction de l'UDC Jean-François Thuillard est révélatrice: cette résolution utilise la hausse des prix comme «prétexte» pour «imposer la mobilité lausannoise à tout le canton», a-t-il pesté. Lausanne, ville gouvernée par une majorité de gauche à 6 contre 1. Tout un symbole. I

LES CANDIDATS SUR LE GRIL

«Fiscalement, Vaud est parmi les plus chers»



La conseillère nationale PLR Isabelle Moret, candidate au Conseil d'Etat, défend une diminution des impôts pour la classe moyenne sans toucher aux prestations sociales.

Vous proposez de réduire les coûts de la santé. Pouvez-vous dire comment vous souhaitez mettre cela en place?

En s'appuyant davantage sur les médecins de famille, les pédiatres, le personnel infirmier ainsi que les pharmaciens. En

investissant plus dans la prévention avec un agenda des dépistages, afin de déceler plus rapidement les maladies graves et de les traiter dès les premiers symptômes.

Autre axe: développer les projets pilotes que le droit fédéral autorise désormais dans les cantons. Un exemple: instaurer un tarif au forfait dans la médecine spécialisée ambulatoire. C'est aussi une mesure plus transparente pour le patient. Enfin, développer davantage la réadaptation afin que les patients, surtout âgés, puissent se rétablir plus rapidement et retourner chez eux.

Le CHUV a été fortement critiqué par votre camp lors de la dernière législature pour être une entité directement liée au Conseil d'Etat. Doit-il rester en mains publiques? Oui, comme les trois quarts des hôpitaux suisses. La critique porte sur les principes

de gouvernance et surtout sur la transparence. Quel est le montant exact de chaque prestation d'intérêt général versée par l'Etat avec une comparaison intercantonale? La transparence permet une meilleure maîtrise des coûts, mais aussi une juste rémunération du personnel infirmier. Enfin, je suis pour une meilleure collaboration avec le privé.

Vous dites que la classe moyenne n'a pas vu d'amélioration du pouvoir d'achat. Une baisse d'impôt de 2 points a déjà eu lieu dans le canton. Elle a profité d'abord aux classes les plus aisées. Comment pouvez-vous assurer que la classe moyenne en bénéficiera?

La classe moyenne, ce sont les personnes qui ne sont pas ou peu aidées par l'Etat, mais qui doivent compter leurs sous pour terminer le mois. Statistiquement, c'est 60% de la population. En comparaison intercantonale, le

canton de Vaud est systématiquement parmi les plus chers, y compris pour la classe moyenne. La baisse d'impôts doit être un mix de plusieurs mesures: le point d'impôt, mais aussi l'augmentation de la déduction de la prime d'assurance-maladie et celle pour frais de garde d'enfants – qui est deux fois moins élevée qu'à Neuchâtel – car cela permettra aux familles de mieux concilier travail et famille. SELVER KABACALMAN



TRAVAIL

SOIGNANTS EN COLÈRE

Des représentants du personnel des EMS, CMS et hôpitaux régionaux vaudois ont manifesté hier devant le Grand Conseil pour réclamer des hausses de salaires et des meilleures conditions de travail. Ils ont symboliquement distribué un carton rouge aux employeurs et aux élus. ATS

RESTAURANTS

LA VIANDE RÉSISTE

Les restaurants propriétés ou subventionnés par le canton de Vaud ne devraient pas imposer des repas sans viande. Un postulat visant à garantir la liberté de choix du consommateur a été accepté hier par la majorité de droite du Grand Conseil. ATS